

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
51, boulevard Saint-Exupéry – CS 50121  
03403 – YZEURE CEDEX

Yzeure, le 08/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAGUELLE**

27 RTE DE HERISSON  
03430 COSNE D'ALLIER

Références : 20240809-RAP-03-227-VLAGUELLECosned'Allier  
Code AIOT : 0016400473

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement LAGUELLE implanté 27 RTE DE HERISSON 03430 COSNE D'ALLIER. L'inspection a été annoncée le 07/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est effectuée dans le cadre de l'action nationale concernant les granulés plastiques industriels. C'est également l'occasion d'assurer le suivi de l'établissement de manière plus générale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAGUELLE
- 27 RTE DE HERISSON 03430 COSNE D'ALLIER
- Code AIOT : 0016400473
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non



L'établissement est une unité de production d'objet divers en matières plastiques dont l'exploitation est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1793-12 du 8 juin 2012.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                | Référence réglementaire                                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 4  | Audits des procédures par un organisme accrédité                 | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 5  | Clôture du site                                                  | Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 7.2.1               | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 6  | Mur coupe-feu Sud-Est                                            | Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 7.2.2               | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 7  | Plan des réseaux d'eau                                           | Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.2.2               | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 8  | Autorisation de rejet de la collectivité                         | Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.3.6.1             | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 9  | Limites d'exploitation                                           | Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 1.2.2               | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 10 | Plan général des stockages                                       | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2 de l'annexe I | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 11 | Rétention eaux incendie                                          | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.15              | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                       | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Typologie des sites industriels                                         | Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11 | Sans objet        |
| 2  | Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361   | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points soulevés lors des dernières visites d'inspection qui n'ont pas été repris sont soldés. L'exploitant doit fournir un plan d'action visant à remédier à l'ensemble des non-conformités constatées.

Il convient de conclure définitivement sur le problème de la parcelle au Sud-Est du site en cas d'incendie dans les mois à venir.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.            |
| <b>Constats :</b><br><u>Situation administrative :</u><br>L'exploitant déclare que les granulés plastiques utilisés dans l'établissement mesurent de 2,5 à 8 mm.<br>Les granulés sont stockés dans des silos et en sachets de quelques kilogrammes. La quantité de granulés dans l'établissement est largement supérieure à 5 tonnes.<br>L'établissement est concerné par la réglementation relative aux granulés plastiques industriels (GPI).<br><br><u>Contrôle périodique (voir constat n°4 pour plus de détails) :</u><br>L'établissement a fait l'objet d'un contrôle par un organisme certifié. Compte-tenu de la périodicité réglementaire des contrôles, un seul a été réalisé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

### N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

|                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361                   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |

**Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

**Constats :**

L'établissement dispose de kits de nettoyage et de ramassage de granulés plastiques qui pourraient être répandus sur le sol.

L'activité de transvasement des granulés plastiques colorés a lieu dans une zone spécifique, à l'intérieur du bâtiment où a lieu l'activité de plasturgie, permettant facilement l'éventuel ramassage de granulés plastiques qui pourraient être répandus sur le sol.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure générale prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Cette procédure répond à l'ensemble des points sauf pour le d) et le e).</p> <p>Concernant le point a):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la plate-forme extérieure de réception des palettes de sachets contenant des granulés plastiques n'est pas répertoriée ;</li> <li>pour la zone à risque n° 7, le plan et la procédure ne sont pas cohérents.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait auditer l'établissement par la société DEKRA CERTIFICATION, accréditée ISO 17021 n° 4-0604* par le COFRAC.</p> <p>Le rapport de l'audit GPI, référencé n° 23-03-0290 est suivi de la certification n° 24-07-H115.</p> <p>Ces documents n'ont pas été publiés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>Proposition de délais : 1 mois</b> |
|---------------------------------------|

**N° 5 : Clôture du site**

|                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 7.2.1                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Sûreté                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><u>Depuis la visite d'inspection effectuée le 12 juin 2013 :</u><br>L'établissement n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie.<br><br><u>Présente visite :</u><br>Une clôture a été érigée sur une partie de la limite Sud du site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 6 : Mur coupe-feu Sud-Est**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 7.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un mur coupe-feu sera construit sans délai entre le bâtiment D1 et la propriété voisine sise sur la parcelle cadastrale n° 625 de la section AL du territoire communal de Cosne d'Allier où l'achat de cette propriété pourra remplacer le mur coupe-feu précité en mesure compensatoire.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br><u>Depuis la visite d'inspection effectuée le 12 juin 2013 :</u><br>Le mur coupe-feu le long de la parcelle cadastrale n° 625 de la section AL n'a pas été construit. Toutefois, la taille ainsi que la pertinence de l'emplacement de ce mur peuvent être discutées. L'exploitant a transmis le 24 octobre 2016 une mise à jour de l'étude de dangers afin de justifier de l'absence de nécessité de l'édification d'un tel mur. Par rapport du 2 janvier 2017, l'inspection a conclu que l'étude de dangers présentée ne permet pas de déroger aux prescriptions constructives de l'arrêté ministériel correspondant pour la rubrique n° 2663. Le préfet a invité l'exploitant, par lettre du 10 janvier 2017, à compléter son étude ou à se conformer aux prescriptions ministérielles. La problématique est détaillée dans l'étude de dangers dans sa version 2 du 21 juin 2011, page 33. L'exploitant a transmis une nouvelle mise à jour de son étude de danger, reçue le 13 juillet 2022. L'exploitant déclare vouloir acheter la parcelle problématique. Le problème n'est pas résolu à ce jour. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 7 : Plan des réseaux d'eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.<br>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><u>Depuis la visite d'inspection effectuée le 29 septembre 2016 :</u><br>Le plan des réseaux d'eau n'indique pas : <ul style="list-style-type: none"><li>• les points de rejets (avec un code alphanumérique) ;</li><li>• les secteurs collectés (unité topographique de ruissellement des eaux jusqu'à un avaloir).</li></ul> L'absence de réflexion sur les secteurs collectés ne permet pas d'estimer l'efficacité du bassin de rétention des eaux de ruissellement en cas d'incendie (voir autre constat associé).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 8 : Autorisation de rejet de la collectivité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.3.6.1                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant à Monsieur le Préfet. |
| <b>Constats :</b><br><u>Depuis la visite d'inspection effectuée le 29 septembre 2016 :</u><br>L'autorisation de rejet délivrée par la collectivité n'est pas disponible.                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>Proposition de délais : 1 mois</b> |
|---------------------------------------|

**N° 9 : Limites d'exploitation**

|                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 1.2.2 |
|----------------------------------------------------------------------------------|

|                                                     |
|-----------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Limites |
|-----------------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :  
Section AL, Parcelles n° 528, 596, 599, 600, 602,604, 607, 608, 609, 630.

Les installations [...] sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

**Constats :**

Depuis la visite d'inspection effectuée le 8 mars 2022 :

Les limites d'exploitation ne correspondent pas à celle définie dans le plan en annexe de l'arrêté d'autorisation initial.

L'exploitation s'est étendue au Nord-Ouest du site initial afin d'installer une plateforme de réception de granulés plastiques ainsi qu'une réserve incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Action envisageable :

L'exploitant transmet un porter à connaissance au préfet de la modification des installations indiquant les nouvelles limites d'exploitation ainsi que tous autres éléments d'appréciation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

|                                               |
|-----------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites |
|-----------------------------------------------|

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
|------------------------------------------------------------|

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois |
|---------------------------------------|

**N° 10 : Plan général des stockages**

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2 de l'annexe I |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                    |
|----------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités |
|----------------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

**Constats :**

Depuis la visite d'inspection du 8 mars 2022 :

Le plan général des stockages (substances dangereuses, déchets, produits entrée/sortie) n'est pas disponible.

|                                               |
|-----------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites |
|-----------------------------------------------|

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
|------------------------------------------------------------|

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois |
|---------------------------------------|

**N° 11 : Rétention eaux incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.<br>[...]                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><u>Depuis la visite d'inspection du 29 septembre 2016 :</u><br>Un bassin de régulation du débit d'eaux pluviales rejetées dans les égouts est installé pour le bâtiment le plus récent. Ce bassin sert également de rétention des eaux de ruissellement en cas d'incendie. Les déclarations de l'exploitant sont confuses quant à la réalité technique de la rétention des eaux d'incendie sur la surface du nouveau et des plus anciens bâtiments (voir constat concernant le plan des réseaux d'eau). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><u>Action envisageable :</u><br>L'exploitant réalise les mesures permettant de définir les secteurs collectés, ainsi que les canalisations qui leur sont associées, aux sens de la prescription concernant le plan des réseaux d'eau (voir autre constat à ce sujet), afin de déterminer si le bassin de rétention est effectif en cas d'incendie.                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

